

# ACTION URGENTE

## NICARAGUA. VAGUE DE DÉTENTIONS D'ÉTUDIANT.E.S ET DE MILITANT.E.S

**Les placements en détention de leaders étudiants et d'autres personnes engagées dans la défense des droits sociaux sont en augmentation au Nicaragua, alors que le gouvernement persiste dans sa stratégie de persécutions et de poursuites judiciaires à caractère punitif à l'égard de celles et ceux qui participent aux manifestations organisées un peu partout dans le pays.**

La stratégie de persécutions et de poursuites qu'a adoptée le gouvernement nicaraguayen pour réprimer les participantes et participants aux manifestations qui ont actuellement lieu dans tout le pays s'est intensifiée cette semaine. Des dizaines de nouvelles arrestations ont eu lieu, dont celles d'**Amaya Coppens** (23 ans), de nationalité belge et nicaraguayenne, étudiante en médecine et dirigeante du mouvement étudiant, et de **Sergio Midence** (30 ans), appréhendé en même temps qu'elle dans la ville de León (nord-ouest) le 10 septembre. La police a affirmé dans les médias que ces personnes étaient responsables, entre autres, d'actes de « terrorisme », d'« incendie criminel », d'« agressions » et de « détention illégale d'armes à feu ». Elles n'ont pas encore été présentés officiellement à un tribunal.

Elles viennent grossir le nombre des leaders et militants sociaux (plus de 400, selon des organisations de la société civile locales et internationales) qui ont été arrêtés dans le contexte du mouvement de protestation sociale. Des personnes sans aucune affiliation et non militantes (paysan.ne.s, féministes, étudiant.e.s, commerçant.e.s et autres) participent également à ces manifestations.

Le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) a signalé que ces placements en détention récents ne respectaient pas les garanties d'une procédure régulière, notamment pour les raisons suivantes : des groupes armés pro-gouvernementaux ont été utilisés pour réaliser des arrestations, des policiers se sont introduits sans mandat chez des particuliers, et des personnes arrêtées ont été présentées à un juge au-delà du délai maximum de 48 heures prévu par la loi, entre autres pratiques assimilables à des détentions arbitraires. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme s'est dit préoccupé par le fait que ces nouvelles arrestations montraient la persistance d'une politique de détentions arbitraires dénoncée dans son récent rapport sur les violations des droits humains au Nicaragua dans le contexte des manifestations.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez instamment aux autorités de libérer immédiatement toutes les personnes - leaders étudiants, militant.e.s et autres manifestant.e.s - privées de liberté uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et de réunion ;
- engagez-les à respecter le droit à une procédure régulière de toutes les personnes privées de liberté - leaders étudiants, militant.e.s et autres manifestant.e.s -, notamment à veiller à ce qu'elles soient présentées en temps voulu à une autorité judiciaire, et à ce qu'elles puissent voir leur famille et consulter un avocat de leur choix ;
- appelez les autorités à mettre immédiatement fin à leur stratégie de persécutions, de placements en détention et de poursuites à l'égard des étudiants et autres militants qui exercent leur droit légitime à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 10 DÉCEMBRE 2018 À :

Président de la République du Nicaragua

Daniel Ortega Saavedra

Presidencia de la República

Frente a Palacio Nacional, calle 4 Noroeste

Managua, Nicaragua, 11001

Fax: +505 2228 9090

Twitter : @EPP\_Nicaragua @DanielOrtega\_Ni

Formule d'appel : Estimado Señor

Présidente, / Monsieur le Président de la République,

Directeur de la Police nationale

Francisco Javier Díaz Madriz

Centro Comercial Metrocentro, 2 cuadras al

Este. Edificio Faustino Ruiz

Policía Nacional (Plaza el Sol)

Managua, Nicaragua

Courriel : relacionespublicas@policia.gob.ni,

seguridadpublica@policia.gob.ni

Formule d'appel : Estimado Señor

Director, / Monsieur,

Copies à :

Équipe Amérique centrale d'Amnesty

International

Courriel : equipoca@amnesty.org

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Nicaragua dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## NICARAGUA. VAGUE DE DÉTENTIONS D'ÉTUDIANT.E.S ET DE MILITANT.E.S

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

En avril dernier, des manifestations ont éclaté au Nicaragua en raison d'un projet de réforme de la sécurité sociale dans le pays. La réforme initialement proposée et approuvée par le président Daniel Ortega prévoyait une augmentation des contributions versées par les travailleurs et les employeurs dans le cadre du système de sécurité sociale, ainsi qu'un prélèvement obligatoire pour les retraités, qui se serait traduit par une baisse des pensions. Après plusieurs journées de manifestations, le président Ortega a annoncé, le 22 avril, que la réforme avait finalement été abandonnée par l'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale.

Cependant, la répression très brutale des premières manifestations - de très nombreuses personnes ont été tuées ou arrêtées - a déclenché une réaction massive de la population, qui est à nouveau descendue dans la rue, cette fois-ci pour dénoncer les stratégies répressives du gouvernement nicaraguayen, demander qu'il y soit mis fin et réclamer des réformes démocratiques. Les manifestations se poursuivent à ce jour.

Amnesty International a recueilli des informations sur place sur les violations des droits humains commises dans le contexte de la crise que connaît actuellement le Nicaragua. Nombre des constatations et conclusions relatives à cette enquête figurent dans son rapport (en anglais) intitulé "*Shooting to Kill: Strategies for the Repression of Social Protest in Nicaragua*" (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr43/8470/2018/en/>), qui conclut que les autorités nicaraguayennes suivent une stratégie répressive, parfois délibérément meurtrière, pour punir les voix dissidentes, dissuader les citoyens d'émettre des critiques et dissimuler les violations des droits humains.

Plus récemment, Amnesty International a publié une lettre ouverte adressée au président Daniel Ortega le 4 septembre, dans laquelle elle exprimait son inquiétude quant à la détention de Juan Pablo Alvarado, Christopher Olivas, Bayron Correa, Luis Quiroz, Yaritza Rostrán, Lévis Artola et Victoria Obando, de la Coordination universitaire pour la démocratie et la justice.

Dans un rapport (en anglais) intitulé "*Human Rights Violations and Abuses in the Context of the Protests in Nicaragua. 18 April - 18 August 2018*", le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a évoqué le cas de plusieurs leaders et militants sociaux placés en détention, dont Medardo Mairena et Pedro Mena, d'un mouvement paysan, Irlanda Jerez, une marchande populaire ayant participé à la contestation, ainsi que Christian Fajardo et María Peralta, du Mouvement du 19 avril, un mouvement étudiantin, à Masaya (ouest).

Noms : des étudiant.e.s et des militant.e.s

Genre : femmes et hommes

AU 169/18, AMR 43/9085/2018, 17 septembre 2018